



# Déclarations et Discours

N° 85/17

## **NOUVELLES INITIATIVES EN VUE D'ACCROÎTRE LE COMMERCE DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE**

Allocution du Très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant le "Vancouver Board of Trade", Vancouver, le 23 octobre 1985.

Les Canadiens ont deux raisons de s'intéresser au commerce. La première, c'est qu'on ne peut faire autrement. Près de 30 pour cent de notre produit national brut est tributaire du commerce international, soit deux fois la dépendance du Japon à l'égard du commerce, et trois fois celle des États-Unis. Des sept pays du Sommet économique, seule l'Allemagne est davantage tributaire des exportations que nous le sommes. Dans cette seule province, le commerce avec le Japon vaut à lui seul 1 200 \$ pour chaque homme, femme et enfant et représente 45 000 emplois. Chaque fois qu'il est question de créer des emplois, de financer des programmes sociaux, d'encourager la culture, d'affirmer notre souveraineté, il est question de commerce. La nécessité d'être concurrentiel sur les marchés internationaux pour survivre fait partie de la réalité canadienne.

Ce qui fait également partie de la réalité canadienne, c'est que nous sommes effectivement capables de concurrencer d'autres pays. Nous pouvons nous mesurer aux plus solides de nos concurrents, que ce soit dans le domaine des transports, de la technologie, de la pétrochimie ou de la danse. Cette confiance en soi est la seconde raison pour laquelle nous nous intéressons au commerce. Les nations, comme les gens, parviennent graduellement à la maturité. À un certain stade de notre existence nationale, il a pu s'avérer nécessaire de renforcer notre protection d'une façon générale, en imposant des tarifs douaniers, en limitant les investissements et en nationalisant des entreprises. S'étant rapproché de la maturité, le Canada peut aujourd'hui se montrer plus sélectif sur le genre de protection qui lui est nécessaire, et plus sûr de ses atouts. Naturellement, nous aurons encore besoin de protection, comme tout autre pays d'ailleurs. L'économie de marché à l'état pur n'existe que dans les livres. Mais les nations plus fortes ont moins besoin de protection; et qu'on le juge sur ses ressources, ses compétences, son ingéniosité ou sa confiance en soi, le Canada est une nation forte.

Le précédent régime partait du principe que le Canada était vulnérable; il a donc imposé des barrières commerciales. Nous partons du principe que le Canada est fort et nous recherchons les occasions de manifester cette force. Des possibilités exceptionnelles s'offrent à nous en matière de commerce international — et nous cherchons à les saisir — que ce soit dans les négociations multilatérales en vue de libéraliser le système commercial international, dans les négociations bilatérales avec les États-Unis, dans les missions commerciales, les colloques sur la productivité, ou par l'ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger.

Nous encouragerons les exportations partout dans le monde, mais deux importants marchés présentent un intérêt particulier, notamment pour l'Ouest du Canada: les États-Unis, où nous nous devons de conserver les marchés existants et d'en créer de nouveaux, et la région du Pacifique qui, selon nous, sera le moteur de la croissance au Canada au cours des années à venir.